



Chiffres clés

1 730 violations

Tendances mensuelles



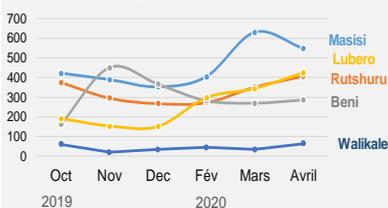
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	1294	75%
Femmes	362	21%
Garçons	28	2%
Filles	46	2%
Total	1,730	

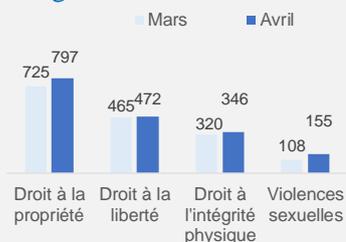
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retournés	1313	76%
PDIs	369	21%
Resident(e)	29	2%
Rapatriés	19	1%
Réfugiés	0	0%
Total	1,730	

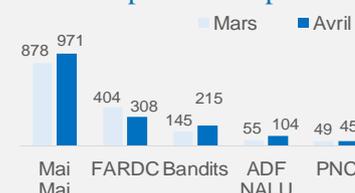
Violations par territoire



Catégorie de violations



Violations par auteurs présumés



RESUME

En avril 2020, **1 730 incidents de protection ont été documentés** au Nord-Kivu, contre 1620 en mars 2020, soit une augmentation de 6%. Depuis février 2020, le nombre d'incidents de protection continue à croître à cause de la détérioration de la situation sécuritaire engendré par l'activisme de groupes armés, de conflits de cohabitation entre les communautés, les opérations militaires contre les groupes armés, etc.

Les tendances concernant les principaux auteurs présumés montrent que **56% de ces incidents de protection ont été commis par les groupes armés, 18% par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)** et 12% de desdits incidents sont attribués aux personnes armées non identifiées.

Les éléments de groupes armés sont auteurs de violations touchant à la vie et à l'intégrité physique. En effet, **76 % de cas d'enlèvements, 31 % d'homicides, 57 % de viols et 76 % de coups et blessures ont été commis par les membres des groupes armés Mai-Mai et de présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF)**.

Durant ce mois, Masisi, Lubero et Rutshuru sont les territoires ayant enregistré plus d'incidents.

Certes, 52% de cas de viols, 70% d'incendies, 32% d'enlèvements et 42% d'homicides ont été commis uniquement à Masisi. La dégradation de l'environnement de protection dans le territoire de Masisi est beaucoup plus lié au retour en brousse de combattants, qui s'étaient rendus dans les mois passés aux FARDC. Ceux-ci quittent les centres de cantonnement à cause, selon eux, de conditions déficitaires d'encadrement. Ils veulent reprendre leurs anciennes activités des barrières pour le rançonnement des civils en vue de leur survie. Le groupement Ufamando 1^{er} est la zone la plus affectée.

Dans le territoire Rutshuru, les groupements Bishusha, Mutanda, Bukombo et Tongo ont été marqués par les opérations militaires que des FARDC ont lancées depuis le 18 avril 2020 contre de groupes armés qui avaient établi leurs quartiers généraux dans le Parc National des Virunga depuis plusieurs mois. Ces opérations ont provoqué des déplacements forcés des populations vers des zones relativement sécurisées : **429 ménages** ont été signalés à Ruya, Buhara, Bulimbiri ; **780 ménages à Muko** ; **2003 ménages** à Kirima et **3007 ménages** à Kishishe.

Le territoire de Walikale a été affecté par des affrontements entre deux groupes armés Mai-Mai en dates du 2 et 3 avril 2020 dans le groupement Ikobo, au village Kateku (Situé à environ 6Km du Nord-Est de Buleusa). Cette situation a provoqué des mouvements importants de populations de Kateku vers Miriki, Luofu, Kayna et Bulotwa en territoire de Lubero dans la zone de santé de Kayna. **918 ménages de 4890 personnes ont dû fuir vers le village Miriki.**

Bien qu'ayant enregistré peu d'incidents de protection comparativement à d'autres entités, **le territoire de Beni a été caractérisé par la commission de graves violations de droits humains.** 39% de cas d'homicides et 28% de pillages y ont été documentés. Ces incidents ont été favorisé par les incursions des présumés ADF dans les villages Vwerere, Halungupa et Kavaata dans le groupement Malambo, en zone de santé Mutwanga.

Par ailleurs, les analyses faites sur la perception communautaire à propos de la pandémie de Coronavirus démontrent qu'une majeure partie d'habitants des territoires de Masisi et de Rutshuru ont une image négative sur cette pandémie. Cette dernière serait considérée comme inexistante, et donc une manipulation en vue de l'enrichissement de certains individus ou institutions. Cela démontre un besoin du renforcement de l'information sur les mesures barrières dans les territoires.

Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

Lieux où ont lieu les incidents



Violations de la 1612

Violations	Mars	Avril
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	7	16
Enlèvement	6	4
Recrutement or Utilisation d'enfants	6	6
Meurtre ou Mutilation	1	4
Attaque contre Ecoles ou Hôpitaux	1	0
Refus d'Accès à l'Aide Humanitaire	0	0
Total	21	30

Evènements majeurs

Territoire de Lubero

Le 2 avril 2020, viol d'un homme résident de 40 ans dans un champ au village Bombila, en groupement Kanyabayonga, dans la zone de santé de Kibirizi, par 4 éléments Nyatura.

Territoire de Beni

Un mouvement armé dénommé JECOCHA (Jeunesse combattant pour le changement) a vu le jour depuis le 8 avril 2020, dans le groupement Isale-Bulambo, chefferie des Bashu, dans la zone de santé de Vuhovi.

Territoire de Masisi

Le 23 avril 2020, incursion des Nyatura dans le village Mukengwa/Masisi. Environ 128 ménages de 576 personnes de ce village ont fui vers le village Bibwe dans les sites des PDI.

Territoire de Rutshuru

Au cours de ce mois d'avril, un déplacement massif d'environ 6000 ménages de déplacés interne a été signalé dans la chefferie de Bweto.

Mouvements de population

Villages d'accueil	Villages d'origine	Zones de Santé	Ménages
Le village Bulongo	Les villages Vwerere, Halungupa et Ntoma/Beni	Mutwanga	3152
Les villages Bweru, Kananira, Kivuye et Mpati.	Les villages Ruhusha et Machumbi/Masisi	Mweso	135
Les villages Mutala et Kisheye.	Le village Katanga/Masisi	Mweso	501
Les villages Kishishe. Ils vivent dans des écoles, églises et familles d'accueil.	Le village Kahumiro et ses environs (en plein PNVi) à Rutshuru.	Bambo	3007
Total			6660

Protection de l'enfance

Sur les 1730 incidents de protection documentés, 3% ont été commis sur 56 des enfants (dont 39 filles et 17 garçons). Il s'agit de cas d'arrestations arbitraires (3 cas), d'enlèvements (2 cas), de recrutement forcé (1 cas), de travaux forcés (4 cas), d'extorsions de biens (4 cas), de coups et blessures (10 cas), d'homicides (4 cas), de viols (25 cas), d'agressions sexuelles (3 cas). La majorité de ces violations ont été commises dans le territoire de Masisi et Beni par des membres de groupes armés pendant leurs incursions.

De ces incidents, 30 cas de violations graves des droits des enfants, commis par les éléments de groupes armés ont été documentés, et cela principalement dans le territoire de Masisi et Rutshuru. Ces incidents ont été partagés à la coordination du Mécanisme de Surveillance et de Communication des violations graves des droits de l'enfant (MRM) pour analyse et validation : il s'agit de **4 cas d'enlèvements**, **16 cas de viol** ou autres actes graves de violences sexuelles, 6 cas de recrutement ou utilisation d'enfants soldats, 4 cas de meurtre ou mutilation.

Lors d'une évaluation menée du 4 au 5 avril 2020, l'organisation SIJEFMCO a signalé la **présence d'environ 90 enfants (51 filles et 39 garçons) non accompagnés (ENA) au village Miriki**. Ces enfants sont parmi les PDI, qui ont fui les affrontements du 2 et 3 avril 2020 au village Kateku à Walikale. Ils ne sont pas pris en charge par manque d'acteurs de la protection de l'enfant dans cette zone.

Violences sexuelles et sexistes

115 cas de violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV) ont été documentés au cours de ce mois d'avril 2020. Il s'agit de 79 cas de viol, 17 cas d'agressions physiques, 12 cas d'agressions sexuelles, 6 cas de déni de ressource, d'opportunités et de service, 1 cas de violence psychologique.

Les territoires les plus affectés sont Masisi (48 cas dont 41 cas de viols), Rutshuru (30 cas dont 12 cas de viols), Beni (19 cas dont 12 cas de viols), Lubero (16 cas dont 12 cas de viol) et Walikale (2 cas dont 2 cas de viol). Les principaux auteurs présumés de ces actes sont des membres des groupes armés.

115 personnes (114 femmes et 1 homme) ont subi ces incidents de SGBV. Certes, Un homme âgé de 40 ans a été violé par 4 éléments d'un groupe armé dans la localité Bitongi, en groupement Kanyabayonga, zone de santé de Kibirizi, dans son champ à Bimbola. A cause de la honte, les survivants de cet incident n'ont pas pu se consulter les services de prise en charge en temps ; il ne s'est présenté dans un centre de santé, que deux semaines après l'incident, lorsque son état de santé s'est fortement détérioré.

ANALYSE CONTEXTUELLE, DEFIS ET RECOMMANDATIONS PAR TERRITOIRE

Territoires	Analyse contextuelle	Défis et perspectives
<p>Masisi</p>	<p>Un groupe armé appelé Bohoza « qui signifie prendre les champs par force », s’est constitué depuis le mois de janvier 2020 dans le groupement Nyamaboko 1^{er}. Il est constitué majoritairement des combattants anciens candidats à la démobilisation au niveau du centre FARDC de transit à Mubambiro. Plusieurs de leurs membres sont originaires des groupements Nyamaboko 1^{er}, Bapfuna et Banyungu.</p> <p>Au cours de ce mois d’avril 2020, environ 82 ménages de 242 individus ont été chassé de leurs champs par ce groupe armé qui les exploitent. Ces ménages se sont déplacés vers le village Kazinga et Masisi-centre. Plusieurs violations des droits humains ont été commises par ce groupe armé : plus de 10 civils des localités Katahandwa et Mianja (dans le groupement Nyamaboko 1^{er}) ont subi des coups et blessures pour s’être opposé à ce déguerpissement forcé. Cette situation pourra engendrer les conflits fonciers persistants et exacerber les tensions intercommunautaires dans le Masisi.</p> <p>Un autre nouveau groupe armé dénommé « Bapfe-Bapfe tu » est signalé dans ce même groupement Nyamaboko 1^{er}, en localité Ngululu. En date du 10 avril 2020, plusieurs biens des populations ont été extorqués par ce groupe armé. Leur objectif n’est pas encore très bien élucidé. La quasi-absence de l’autorité de l’état est l’un des facteurs, qui favorise l’insécurité dans le groupement Nyamaboko 1^{er}.</p> <p>Par ailleurs, le 1^{er} avril 2020, un groupe armé a installé une position au village Kyaninga habités majoritairement par les premiers citoyens. Plusieurs de ceux-ci sont en déplacement forcé à Nyabiondo depuis janvier 2020 à la suite d’affrontements entre des groupes armés. Ces éléments armés accusent les premiers citoyens de collaborer avec l’autre groupe armé antagoniste et empêchent ceux-ci tout accès à leurs champs en guise de punition. Cette situation pousse certains membres de cette communauté au vol des vivres dans les camps des résidents car, selon une source locale de Nyabiondo, au moins 5 personnes sont arrêtées chaque semaine pour vol des vivres dans les champs des résidents à Nyabiondo. Ces vols à répétition engendrent de plus à plus la méfiance entre les résidents et les premiers citoyens, au risque d’impacter négativement la cohabitation entre les deux communautés.</p>	<p>La création d’un comité locale de résolution des conflits fonciers, contribuerait à la réduction de la dynamique des groupes armés dans le Masisi. Les autorités locales et autres leaders communautaires devraient s’y impliquer.</p>
<p>Lubero</p>	<p>L’environnement sécuritaire du territoire de Lubero reste dominé par l’activisme des groupes armés Mai-Mai qui profitent de l’absence de l’Etat dans plusieurs agglomérations et se comportent en autorité de fait. Les groupements les plus affectés par leurs exactions sont Itala, Tama, Bulengya, Ngulo, Mbulie, Mwenye, Musindi, Buyora et Manzya.</p> <p>918 ménages de 4890 personnes ((713 hommes, 1063 femmes, 1255 garçons et 1859 filles) ont été enregistrés à Miriki par la commission mouvement de populations. Ces personnes ont été contraints au déplacement par des affrontements entre des groupes armés au village Kateku¹, en groupement Ikobo, dans la zone de santé de Pinga/Walikale proche de Miriki² frontalière avec Lubero.</p>	<p>La promiscuité qui se vit dans les sites collectifs, (écoles, églises, et maisons inachevées etc.) qui hébergent les déplacés internes et dans les familles d’accueils à Miriki, les place en situation de risqué élevé d’exploitation et abus sexuels mais aussi à la contamination du</p>

¹ Situé à environ 200Km à l’Est du chef-lieu de Walikale,

² Un village du sud de Lubero situé à une distance de 25Km,

	<p>Le 26 avril 2020, le commandant d'un groupe armé a tenu un meeting populaire au village Buleusa³/Walikale. Il a demandé aux PDI qui sont en déplacement à Miriki et ses environs de retourner dans leurs villages d'origines (Kateku, Katanga, Busimba, Kasinga, Bunande, Kironge, Mirungi). Les PDI n'ont pas adhéré à cet appel état donné que leurs villages d'origine demeurent occupés par les groupes armés. La précarité d'abris spontanés pour les uns et la promiscuité dans les familles d'accueil pour les autres, les exposent non seulement aux exploitations et violences sexuelles, mais également au risque de contamination au Covid-19.</p>	<p>Covid-19. D'où leur préoccupation sécuritaire et sanitaire est à prendre en compte.</p>
Beni	<p>Les présumés ADF demeurent très actifs dans la partie Est du territoire et plus précisément dans le secteur de Ruwenzori. Six de leurs attaques ont été documentées au cours de cette période, dont cinq ont concerné les villages Tsotsora, Halungupa, Ntoma, Kavahula, Vwerere, en groupement Malambo, dans la zone de santé de Mutwanga et une autre au village Kakukua, dans le groupement Banande-Kainama, en zone de santé d'Oicha. Ces attaques se sont soldées par des meurtres (19 cas), les coups et blessures (3), les pillages des bétails et vivres dans les maisons des civils. Elles ont également occasionné le déplacement des habitants vers les villages Bulongo (3152 ménages) et Mangina (2073 ménages).</p> <p>Par ailleurs, 26 otages prises par les présumés ADF ont été libérés le 11 avril 2020 au village Abakamba⁴, dans le groupement Banande-Kainama, secteur de Beni-Mbau. Ceux-ci avaient été enlevés aux villages Mabatundu et Mambau (groupement Batangi-Mbau). Ils ont été libérés grâce à l'intervention des FARDC au cours des affrontements, qui les opposaient aux présumés éléments ADF dans lesdits villages.</p> <p>Il est important de signaler, que le 3 avril 2020, la ville de Beni avait enregistré ses 2 premiers cas de Covid-19. Tout déplacement entre Beni-Butembo et Goma avait été suspendu sur ordre de l'autorité provinciale, dans le but de limiter la propagation de cette pandémie. Cependant, à deux jours de la proclamation de la fin de la Maladie à Virus Ebola (MVE) dans la zone, un nouveau cas de MVE est apparu et cela après quarante jours de la sortie du dernier cas au Centre de Traitement d'Ebola (CTE) de Beni le 10 avril 2020. Ainsi, la ville de Beni reste sous la menace non seulement du Corona virus (Covid-19), mais aussi de la maladie à virus Ebola (MVE).</p> <p>Toutefois, les mesures d'hygiène restent observées dans une certaine mesure sur l'ensemble du territoire de Beni, sauf dans la chefferie de Watalinga, la seule zone qui n'était pas touchée par la maladie à virus Ebola, mais qui reste exposée au Covid-19 du fait de sa proximité avec l'Ouganda. La population de cette entité coutumière relativise ces maladies nonobstant la sensibilisation faite par les autorités locales.</p>	<p>Malgré le renforcement des dispositifs sécuritaires (présence des PNC, FARDC et du FIB/Tanzanien de la MONUSCO), les présumés ADF gardent leur capacité de nuisance et risquent d'impacter négativement l'accès sur l'axe Beni-Kasindi, l'un des greniers de la ville de Beni. Une vigilance sécuritaire est très importante pour réduire ce risque.</p>
Rutshuru	<p>Au cours du mois d'avril 2020, le climat de protection est resté volatile dans le territoire de Rutshuru, aussi bien dans la chefferie de Bwisha que dans celle de Bwito, avec beaucoup de conséquences sur les civils. Plusieurs affrontements entre des groupes armés d'un côté, et entre les</p>	<p>Ces ménages des déplacés internes sont dépourvus de tous moyens de subsistance car n'ayant plus accès à</p>

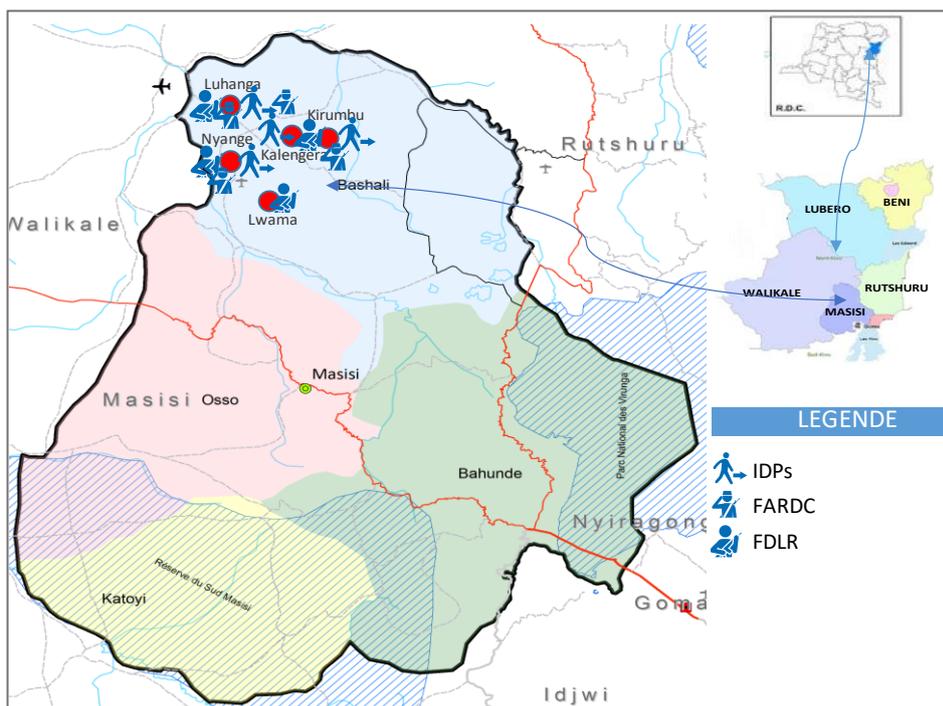
³ A environ 25Km à l'Ouest de Miriki-dans le Lubero,

⁴ Situé à environ 80Km au Nord-Est de la ville de Beni, localité Ngalanza,

	<p>FARDC et de groupes armés, de l'autre côté, ont été dénombrés dans la chefferie de Bwito.</p> <p>Ces affrontements ont occasionné d'importants mouvements de population. En effet, environ 780 ménages PDI de 3135 individus ont été accueillis au centre pastoral catholique de Bukombo, dans 4 écoles primaires à Birambizo, et dans des familles d'accueils aux villages Rubona, Muko et Bukombo-centre.</p> <p>Au cours de la même période, 12 incursions de groupes armés dans la chefferie de Bwisha ont été documentés, au cours desquelles 29 personnes (25 hommes et 4 femmes) ont été tuées.</p> <p>Selon une source locale, les réfugiés rwandais et des milliers des ménages congolais qui avaient des problèmes d'accès à la terre en chefferie de Bwito, avaient rejoint le Parc National de Virunga (PNVi) et y avaient construits des grands villages où ils pratiquaient l'agriculture, la fabrication des braises, la pêche illicite dans le lac Edourd et le braconnage. Mais, avec des opérations FARDC, des ménages entiers ont été contraints au déplacement vers Tongo, Bambo, Kishishe, Kirima, etc.</p> <p>En fins, une vive tension est observée entre les PDIs-retournées et les résidents dans le village Kyaghala, en groupement Mutanda, dans la zone de santé de Kibirizi. Les PDIs-retournées, estimés à 161 ménages, ont été interdites par les résidents (autochtones) d'accéder à leurs anciens champs et parcelles. Les résidents leur exigent de racheter ces parcelles avant de les réoccuper. Certaines de ces parcelles ont été soit revendues soit morcelées à d'autres personnes à l'absence de leurs propriétaires (PDIs-retournées). Cette situation détériore le contexte de protection du territoire de Rutshuru. Elle risque de replonger la chefferie de Bwito dans un conflit intercommunautaire. Plusieurs PDIs qui avaient l'intention de retourner à Kyaghala suspendent leurs mouvements en attendant le dénouement de cette crise.</p>	<p>leurs champs expriment des besoins d'une assistance multisectorielle : Wash, NFI, Vivres... Ils vivent dans la promiscuité totale (école, église, famille d'accueils) qui les expose aux risques des violences sexuelles et surtout au Covid-19.</p>
--	--	---

FOCUS SUR LA SITUATION DE PROTECTION DU GROUPEMENT BASHALI-MOKOTO/AXE KITSHANGA

Un groupe armé s’est créé depuis le mois de mars 2020 entre les villages Kalengera et Kirumbu. Il a élargi sa zone d’opérations en ce mois d’avril 2020 jusque dans les localités Lwama, Nyange et Luhanga, dans le groupement Bashali-Mokoto. Ce groupe armé est constitué des anciens combattants qui s’étaient rendus aux FARDC depuis avril 2019 et seraient rentrés dans la zone suite aux conditions de survie difficiles dans le centre de démobilisation. Depuis leur retour, ils déstabilisent la région par des exactions (des enlèvements, des pillages et des extorsions des biens etc.). Ce groupe armé détient plusieurs effets militaires. Des risques d’affrontements d’avec les FARDC sont imminents dans ces contrées. Il ressort que des officiers de ce groupe armé qui étaient des grands décideurs dans leurs anciens bastions se sont retrouvés comme des quémandeurs dans le centre de regroupement à Mubambiro/Sake. Les promesses auxquelles les membres de ce groupe armé s’attendaient et qui avaient motivé leur reddition n’ont pas abouti d’où leurs retours dans leurs anciennes positions.



Depuis le 22 avril 2020, ce groupe armé avait instruit aux habitants des villages Hembe, Katovu, Luhanga, Machumbi et Karumu de les quitter pour qu’ils soient à l’abri d’éventuels affrontements qu’ils déclencherait contre un autre groupe armé. Par conséquent, environ 273 ménages de 955 individus se sont déplacés vers les villages Bibwe, Mpati, Kivuye et Bweru. Ils ont été accueillis dans les familles d’accueils, dépourvus des moyens de subsistance.

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

	Resultats obtenus				
	Victimes libérées	Accompagnement Psychologique	Administration de Kit PEP	Auteurs arrêtés	Soins médicaux
Viols (79)	0	23	26	1	24
Agression physique (17)	0	0	0	0	1
Arrestation arbitraire (52)	1	0	0	0	0
Coups et blessures (264)	0	0	0	2	8
Total	1	23	26	3	33

Résultats obtenus suite aux actions d'orientations et de suivi menées par les animateurs de protection sur terrain

Perceptions communautaires sur le Covid-19

INTERSOS a organisé quelques entretiens à Masisi-Centre, Kitsanga et Rutshuru pour comprendre les persécutions communautaires sur la pandémie de Covid-19.

A Masisi, la plupart d'habitants sont informés de l'existence du Covid-19. Certains l'ont appris à travers les media et d'autres par les sensibilisations faites par les acteurs humanitaires. Malgré cette communication, ces habitants ont des réponses diversifiées en rapport avec le Covid-19. Cinquante pourcent (50%) des personnes rencontrées disent que cette maladie est imaginaire. Elle a été créée par des occidentaux et certaines institutions pour s'enrichir. Elle n'a aucun effet sur les noirs. Vingt-neuf pourcent (29%) pensent que c'est une maladie satanique qui vient exterminer les gens à cause des péchés. Seulement vingt-et-un pourcent (21%) disent que cette maladie est réelle et dangereuse.

A à Rutshuru, cependant, la population vivant aux postes frontaliers d'Ishasha et de Munyaga s'inquiète du fait des mouvements au niveau des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda et du déficit dans l'application de mesures nationales de contingence mises en place dans le cadre de la prévention d'éventuels cas positifs du Covid-19. La structure médicale la plus proche est l'HGR de Nyamilima, mais qui n'a aucun dispositif matériel de lutte contre cette pandémie.

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection	Organiser une évaluation protection dans les territoires de Rutshuru et de Lubero pour mieux comprendre le déplacement des populations et les problèmes de protection y relatifs.	Membres du Cluster Protection	Urgent
	Organiser un plaidoyer auprès des FARDC et de la MONUSCO pour le renforcement de la sécurité dans le groupement Nyamaboko 1er et au village Kyahenga dans la Masisi.	Coordination du cluster protection	Urgent
	Approfondir l'analyse et produire une note de protection sur le conflit foncier entre PDI-retournées et résidents de Kyagala.	INTERSOS	Urgence
	Mobiliser les acteurs et/ou les ressources en vue de la prise en charge des ENA au village Miriki.	Coordination du GTPE	Urgent

Pour tout contact :

Nora Staunton, Administratrice Principale de Protection, staunno@unhcr.org

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, katsura@unhcr.org

ANNEXES

#Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Rutshuru	8	49	1	31	137	1	1	70	0	0	66	12	0	1	1	12	6	8	0	3	1	408	24%
Masisi	13	74	0	22	148	33	4	84	0	0	83	27	0	0	12	41	0	5	0	2	0	548	32%
Lubero	15	57	0	95	124	2	0	38	0	2	73	0	0	0	2	12	2	1	0	1	0	424	25%
Beni	5	48	0	38	33	11	0	75	2	0	29	25	0	0	1	12	4	3	0	0	0	286	17%
Walikale	11	0	0	5	32	0	0	0	0	0	13	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	64	4%
Total	52	228	1	191	474	47	5	267	2	2	264	64	0	1	17	79	12	17	0	6	1	1,730	

Table 2. Incidents par territoire

#Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Birambizo	3	10	1	4	56	0	0	16	0	0	18	3	0	0	0	5	3	3	0	2	0	124	7%
Bambo	0	11	0	14	14	0	0	12	0	0	25	2	0	0	0	1	0	4	0	0	0	83	5%
Kirotshe	4	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5	5	0	0	0	0	0	1	0	1	0	21	1%
Masisi	5	15	0	0	4	25	3	57	0	0	31	2	0	0	3	22	0	1	0	1	0	169	10%
Katoyi	1	2	0	0	56	8	0	7	0	0	10	7	0	0	0	1	0	3	0	0	0	95	5%
Rwanguba	4	6	0	9	41	0	0	13	0	0	9	3	0	0	0							85	5%
Mweso	3	38	0	11	70	0	1	16	0	0	24	9	0	0	9	18	0	0	0	0	0	199	12%
Pinga	0	19	0	11	13	0	0	4	0	0	13	4	0	0	0	2	0	0	0	0	0	66	4%
Lubero	4	0	0	10	19	1	0	14	0	0	9	0	0	0	0	2	2	1	0	1	0	63	4%
Katwa					11	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0							13	1%
Oicha	0	34	0	33	2	1	0	35	0	0	8	3	0	0	0	2	1	0	0	0	0	119	7%
Binza	1	7	0	0	1	0	0	6	0	0	0	3	0	0	0							18	1%
Kayna	4	35	0	22	35	0	0	0	0	0	30	0	0	0	1	9	0	0	0	0	0	136	8%
Kibirizi	0	13	0	0	3	1	1	20	0	0	12	1	0	1	1	6	2	1	0	1	1	64	4%
Vuhovi	0	5	0	3	5	1	0	6	0	0	5	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	26	2%
Beni					2	7	0	17	0	0	7	3	0	0	0	3	1	0	0	0	0	40	2%
Musienene	4	21	0	57	57	1	0	24	0	0	25	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	190	11%
Kibua	11	0	0	5	32	0	0	0	0	0	13	0	0	0	1							62	4%
Butembo											6	0	0	0	0							6	0%
Rutshuru	0	2	0	4	22	0	0	3	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	34	2%
Kyondo	0	2	0	0	0	1	0	1	0	0	1	1	0	0	0							6	0%
Alimbongo	3	1	0	0	2	0	0	0	2	2	1	0	0	0	1							10	1%
Kalunguta	3	7	0	2	6	0	0	7	2	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	29	2%
Mabalako	2	0	0	0	15	1	0	2	0	0	7	0	0	0	1	4	1	3	0	0	0	36	2%
Mutwanga					3	0	0	7	0	0	0	18	0	0	0	2	0	0	0	0	0	30	2%
Masereka	0	0	0	6																		6	0%
Total	52	228	1	191	474	47	5	267	2	2	264	64	0	1	17	79	12	17	0	6	1	1,730	100%

#Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
ADF/NALU	-	33	-	26	-	-	-	22	-	-	3	20	-	-	-							104	6%
Autorité locale					2	-	-	-	-	-												2	0%
Bandits	-	14	-	1	34	11	1	76	-	-	43	15	-	1	-	17	2	-	-	-	-	215	12%
FARDC	25	-	-	42	148	8	-	30	-	-	42	5	-	-	3	2	3	-	-	-	-	308	18%
Inconnu	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	3	0%
Mai Mai	1	174	-	113	269	27	4	139	2	2	161	20	-	-	13	45	1	-	-	-	-	971	56%
PNC	18	-	-	-	9	-	-	-	-	-	12	2	-	-	1	3	-	-	-	-	-	45	3%
Pop civile	2	-	-	-												12	5	16	-	5	1	41	2%
Autres																-	-	1	-	1	-	2	0%
ANR	5	-	-	-	4	-	-	-	-	-												9	1%
FDLR	1	6	1	-	5	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-							17	1%
Garde Parc	-	-	-	9	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-							13	1%
Total	52	228	1	191	474	47	5	267	2	2	264	64	-	1	17	79	12	17	-	6	1	1,730	100%

Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
PDIs retournes	45	169	1	151	363	41	3	222	2	2	189	50	0	0	9	44	9	8	0	3	0	1,311	76%
PDIs	7	58	0	33	91	6	1	41	0	0	69	11	0	0	7	31	3	7	0	3	1	369	21%
Residents	0	1	0	3	10	0	1	0	0	0	5	2	0	1	0	4	0	2	0	0	0	29	2%
Rapatris	0	0	0	4	10	0	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	1%
Refugies et demandeurs d'asile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0%
Grand Total	52	228	1	191	474	47	5	267	2	2	264	63	0	1	16	79	12	17	0	6	1	1,728	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Femmes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0	5	0%
12-17	2	0	0	0	6	0	0	0	0	0	4	2	0	0	0	24	3	0	0	0	0	41	2%
18-59	9	26	0	11	122	6	0	45	0	1	37	13	0	0	4	51	8	17	0	6	1	357	21%
60+	0	1	0	0	3	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0%
Sous-total	11	27	0	11	131	6	0	45	0	1	42	16	0	0	4	78	12	17	0	6	1	408	24%
Hommes																							
0-4	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%
12-17	1	4	1	5	5	0	0	0	0	0	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	1%
18-59	39	191	0	173	331	38	5	209	2	0	211	44	0	1	12	1	0	0	0	0	0	1,257	73%
60+	1	4	0	2	7	3	0	13	0	1	3	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	37	2%
Sous-total	41	201	1	180	343	41	5	222	2	1	222	48	0	1	13	1	0	0	0	0	0	1,322	76%
Grand Total	52	228	1	191	474	47	5	267	2	2	264	64	-	1	17	79	12	17	-	6	1	1,730	

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 42% des cas d'homicide ont été documentés dans le territoire de Masisi.

A gauche répartition des violations par auteur présumé, à droite répartition par territoire

Violations	Auteur présumé										Territoire					
	ADFNALU	ANR	Autorité locale	Bandits	FARDC	FDLR	Garde Parc	Inconnu	Mai Mai	PNC	Pop civile	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Walikale
Arrestation Arbitraire	0%	10%	0%	0%	48%	2%	0%	0%	2%	35%	4%	10%	25%	15%	29%	21%
Enlèvement	14%	0%	0%	6%	0%	3%	0%	0%	76%	0%	0%	21%	32%	21%	25%	0%
Travaux Forcés	14%	0%	0%	1%	22%	0%	5%	0%	59%	0%	0%	20%	12%	16%	50%	3%
Extorsions de biens	0%	1%	0%	7%	31%	1%	1%	0%	57%	2%	0%	7%	31%	29%	26%	7%
Incendie	0%	0%	0%	23%	17%	0%	0%	2%	57%	0%	0%	23%	70%	2%	4%	0%
Taxe illegale	0%	0%	0%	20%	0%	0%	0%	0%	80%	0%	0%	0%	80%	20%	0%	0%
Pillages	8%	0%	0%	28%	11%	0%	0%	0%	52%	0%	0%	28%	31%	26%	14%	0%
Occupation Illegale	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%
Coups et blessures	1%	0%	0%	16%	16%	1%	0%	0%	61%	5%	0%	11%	31%	25%	28%	5%
Homicide	31%	0%	0%	23%	8%	3%	0%	0%	31%	3%	0%	39%	42%	19%	0%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	0%	0%	18%	0%	0%	0%	76%	6%	0%	6%	71%	6%	12%	6%
Viol	0%	0%	0%	22%	3%	0%	0%	0%	57%	4%	15%	15%	52%	15%	15%	3%
Agression sexuelle	0%	0%	0%	17%	25%	0%	0%	8%	8%	0%	42%	33%	0%	50%	17%	0%
Agression physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	6%	0%	0%	94%	18%	29%	47%	6%	0%
Deni de ressources	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	17%	0%	0%	83%	0%	33%	50%	17%	0%
Violence Psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	100%	0%	0%